

Paul BESSEYRIAS
Commissaire Enquêteur
351 rue de Virine
88270 BOUXIERES aux BOIS

CIRCOURT-SUR-MOUZON (VOSGES)



ZONAGE D'ASSAINISSEMENT

ENQUÊTE PUBLIQUE

DU 25 SEPTEMBRE AU 26 OCTOBRE 2018

RAPPORT DU COMMISSAIRE ENQUÊTEUR

BOUXIERES AUX BOIS
Le 15 novembre 2018

TABLE DES MATIERES

INTRODUCTION	page	03
OBJET DE L'ENQUÊTE	page	04
DEROULEMENT DE L'ENQUÊTE	page	05
EXAMEN DES OBSERVATIONS	page	07
ANNEXES		
DOCUMENT VALENTE	page	10
PV DE SYNTHESE	page	11
MEMOIRE EN REPONSE	page	12
ZONAGE BOURG CIRCOURT	page	13

INTRODUCTION

La commune de CIRCOURT-SUR-MOUZON, commune vosgienne de 224 habitants en 2015 est située à moins de 10 kilomètres au sud de NEUFCHATEAU, chef-lieu de canton et d'arrondissement.

Elle fait partie de la Communauté de Communes de l'OUEST VOSGIEN.

Contrairement à la majorité des communes de la plaine, CIRCOURT-SUR-MOUZON est composé d'un bourg centre et de trois hameaux, le tout s'échelonnant, d'amont en aval, dans la vallée du Mouzon.

■ CIRCOURT, le bourg centre, avec 114 habitants, représente plus de la moitié de la population. L'habitat est dense, sauf sur les parties extérieures.

■ LA MILLIERE, 25 habitants, proche du bourg, est essentiellement constituée de constructions récentes. Elle a la particularité de posséder des installations publiques, stade, foyer rural, salle de convivialité et peut-être, dans un avenir proche, une cantine scolaire.

■ BRECHAINCOURT, 60 habitants, est le hameau le plus important et présente un habitat dense.

■ VILLARS, avec 20 habitants, est le hameau le moins peuplé. Il a la particularité d'être séparé en deux ensembles de part et d'autre de la rivière Le Mouzon qui reçoit, au milieu du village, le ruisseau du Bani. L'habitat est espacé avec d'anciennes constructions d'artisans. Une maison de garde-barrières SNCF, actuellement habitée, s'en détache et n'est pas visible sur les plans du dossier.

La commune est couverte par un PLU arrêté en février 2007. En plus des zones à urbaniser dans le bourg centre, il prévoit deux zones, 1AU et 2AU, sur LA MILLIERE et une zone 1AU sur BRECHAINCOURT.

En 2012/2013 un réseau collectif séparatif avec unité de traitement, filtre planté de roseaux, a été mis en place pour le bourg centre. Son fonctionnement est correct mais par manque de démarches administratives, et en particulier absence d'enquête publique, il ne correspond pas à la définition administrative actuelle de « zonage d'assainissement ».

Dans le hameau de LA MILLIERE, chaque maison a son système autonome d'assainissement, rarement conforme à la législation.

Les hameaux de BRECHAINCOURT et VILLARS disposent de réseaux unitaires en état de fonctionnement sur lesquels se sont branchés directement la majorité des particuliers. Les effluents sont conduits directement au Mouzon, sans traitement.

Selon le bureau d'étude, sur les 50 installations que comptent les trois hameaux, 8 seulement sont conformes à la réglementation.

Le Plan de Prévention des Risques Inondation, PPRI, du Mouzon, prescrit le 14 mars 2001, notifie des zones inondables, déjà urbanisées, sur le bourg centre et sur BRECHAINCOURT et VILLARS.

Au niveau environnemental, on trouve sur la commune :

- ▶ Un site Natura 2000 constitué essentiellement de milieux forestiers.
- ▶ Une zone naturelle d'intérêt écologique, faunistique et floristique, ZNIEFF, de type 1 dénommée « pelouses de la côte de l'est à Circourt-sur-Mouzon ».
- ▶ Une ZNIEFF de type 2 « pays de Neufchâteau » concernant l'ensemble de la commune.
- ▶ Des zones humides remarquables le long de la rivière Le Mouzon.
- ▶ Des corridors écologiques.

Aucune de ces zones n'a de répercussions directes sur le zonage d'assainissement

Aucun captage d'eau n'est répertorié sur la commune qui est alimentée par le Syndicat des Eaux de Landaville.

OBJET DE L'ENQUÊTE

Comme indiqué ci-dessus, malgré une installation d'assainissement collectif conforme au centre bourg, la commune de CIRCOURT-SUR-MOUZON ne dispose pas d'un « zonage d'assainissement » réglementaire comme l'exige la loi sur l'eau n° 2006-1772 du 30 décembre 2006 ainsi que l'article L2224-10 du code général des collectivités territoriales.

Cette absence de zonage a des conséquences directes sur l'obtention des permis de construire et peut également devenir handicapante, dans le futur, pour la mise en place d'autres réglementations faisant référence au zonage.

Afin de se mettre en conformité avec la réglementation actuelle et afin de pouvoir organiser ses investissements et ses aménagements futurs, le conseil municipal de CIRCOURT-SUR-MOUZON, dans ses délibérations n° 8/2018 du 8 mars 2018 et n° 20/2018 du 29 mars 2018, a décidé de mettre en place le zonage d'assainissement réglementaire sur l'ensemble du territoire communal.

La communauté de communes détenant la compétence « étude des schémas directeurs d'assainissement » a géré, avec un bureau d'étude, la mise en forme des dossiers et la commune, dans le cadre de sa compétence « assainissement » gère l'enquête ainsi que les décisions, travaux et aménagements qui en découleront.

C'est pour répondre à ces impératifs que la présente enquête publique est mise en place.

DEROULEMENT DE L'ENQUÊTE

Conformément à la demande présentée par Madame le Maire de CIRCOURT-SUR-MOUZON et enregistrée le 20 juillet 2018, Madame la Présidente du Tribunal Administratif de Nancy, par ordonnance n° E18000100/54 du 23 juillet 2018, m'a confié la fonction de commissaire enquêteur pour conduire cette enquête.

Dès ma nomination, Madame le Maire a pris contact avec moi et je me suis rendu à sa rencontre, en mairie de CIRCOURT, le mercredi 8 août. Au cours de cette rencontre, j'ai pris possession du dossier d'enquête et je me suis informé du contexte général dans lequel cette enquête allait se dérouler. En compagnie de Madame le Maire, j'ai fait la visite du bourg centre ainsi que des 3 hameaux. Nous avons également arrêté les dates de l'enquête ainsi que des 3 permanences.

L'ouverture d'enquête a été prescrite par l'arrêté municipal n° 2018-2 du 30 août 2018 qui précise les dates et la durée de l'enquête ainsi que le lieu, les dates et les horaires des permanences.

Le 1^{er} octobre j'ai rencontré Madame MUNDING responsable de l'étude au sein de la communauté de commune. Nous nous sommes entretenus du travail réalisé avec le bureau d'étude et des différents scénarios étudiés pouvant être retenus pour le zonage d'assainissement.

Pour le bourg de CIRCOURT qui est entièrement desservi par un réseau collectif de type séparatif avec station d'épuration, le tout étant en parfait état de fonctionnement, aucun autre scénario n'a été étudié.

Pour les 3 hameaux, ont été étudiés, un scénario en assainissement non collectif, un scénario en assainissement collectif avec station d'épuration autonome, un scénario en assainissement collectif avec rattachement sur l'unité de traitement de CIRCOURT pour le hameau de LA MILLERE ou sur l'unité de traitement de CERTILLEUX pour le hameau de VILLARS. Chacun de ces scénarios est complété par une étude économique.

Le dossier d'enquête mis à la disposition du public à la mairie de CIRCOURT-SUR-MOUZON se composait de :

- Schéma directeur d'assainissement
- Présentation des différents scénarios d'assainissement et de leur étude économique
- Présentation de chaque scénario sur plan au 1/500^{ème} ou au 1/750^{ème}
- Cartes des périmètres de zonage

- Délibérations du conseil municipal du 8 mars et du 29 mars 2018
- Décision de la Mission Régionale de l'Autorité Environnementale du Grand Est, MRAE.
- L'arrêté municipal d'ouverture d'enquête
- Un registre d'enquête coté et paraphé

Le dossier d'enquête était à la disposition du public à la mairie et consultable sur le site internet de la communauté de communes.

L'enquête a fait l'objet de la double publication dans la rubrique des annonces légales de deux journaux diffusés localement. Suite à une erreur technique relevée sur la première publication, un rectificatif a fait l'objet d'une publication intermédiaire.

- | | |
|----------------|--|
| ✓ Vosges matin | 5 septembre, 10 septembre et 26 septembre 2018 |
| ✓ L'Abeille | 6 septembre, 13 septembre et 27 septembre 2018 |

L'affichage de l'arrêté, vérifié par nos soins, a été effectué sur les tableaux de la mairie et complété par l'affiche dite « jaune » apposée dans les quatre lieux de vie de la commune.

Une adresse électronique dédiée a été ouverte par les services de la communauté de communes.

L'information des habitants a été complétée par un document de 4 pages, très complet, distribué dans toutes les boîtes aux lettres.

Deux réunions publiques, avec la participation de la communauté de communes, se sont tenues les 18 février 2017 et 19 septembre 2018.

L'enquête s'est déroulée du 25 septembre 2018 à 9 heures au 26 octobre 2018 à 11 heures, soit sur 32 jours, et je me suis tenu à la disposition du public, dans les salles de la mairie, pour 3 permanences les :

- | | |
|----------------------------|------------------|
| ❖ Mardi 9 octobre 2018 | de 14h00 à 16h00 |
| ❖ Samedi 20 octobre 2018 | de 9h00 à 11h00 |
| ❖ Vendredi 26 octobre 2018 | de 9h00 à 11h00 |

Au cours de ces 3 permanences, j'ai reçu 12 personnes mais aucune annotation n'a été portée sur le registre d'enquête. Parallèlement, j'ai reçu un document par voie électronique, document joint au registre.

L'enquête s'est déroulée dans de bonnes conditions et n'a été perturbée par aucun incident.

Suite à la clôture de l'enquête j'ai remis à Madame le Maire mon P.V. de synthèse à la date du 29 octobre 2018, lequel a fait l'objet d'un mémoire en réponse dès le 5 novembre. Ces deux documents sont joints en annexe.

EXAMEN DES OBSERVATIONS

Comme indiqué ci-dessus, 12 personnes se sont déplacées mais n'ont fait aucune déposition sur le registre.

Sachant que le conseil municipal souhaite retenir l'option ANC pour les hameaux, ces personnes, mesdames SIMONET, HEYOB, SIMONET O. ,FERY I., LAMPIN M.O et messieurs KASIDIS, FLAGET, MARTIN, CHEVINDINGER, MARTINJ.M., OUDIN, DUFAY ne sont pas opposés à ce choix mais cherchent des informations sur les travaux à réaliser et sur les coûts de ces derniers.

Je me suis efforcé de donner des précisions que j'avais moi-même obtenu auprès des porteurs de projet.

Pour être aux normes, quelques maisons y sont déjà, les installations devront comprendre, si la surface du terrain le permet, une fosse toutes eaux précédée ou non d'un bac à graisse en fonction de la distance par rapport à la maison et suivie d'un filtre à sable correspondant à la spécificité du terrain.

Cette installation devra strictement correspondre à la norme « NF DTU 64-1 (P1-1, P1-2 et P2) du 10 août 2013 ».

Si la surface de terrain disponible n'est pas suffisante, il faudra choisir la formule « mini-station ».

Les rejets d'eau pourront se faire, pour La Milliére, par le sous-sol jugé suffisamment filtrant par le bureau d'étude et, pour Bréchaincourt et Villars en utilisant les conduits unitaires déjà en place ou directement dans le mouzon en fonction de la situation de la construction.

Les montants engagés ne peuvent être donnés que par une personne du métier et ne font pas partie de l'objet de l'enquête.

Mme et M VALENTE ont fait parvenir par courrier électronique un mémoire d'une page daté du 25 octobre 2018 relevant, sur le dossier d'enquête, des erreurs de chiffres dans différents tableaux ainsi qu'un problème de domaine privé et de domaine public place de HAN. Ce document est joint en annexe.

Naturellement, les erreurs de chiffres seront corrigées après vérification. En ce qui concerne la consommation d'eau, les données sont exactes puisqu'elles se rapportent aux enregistrements relevés sur les compteurs.

Les notions de propriété privée ou publique ne sont pas incluses dans l'objet de l'enquête et, pour les résoudre, il faut s'adresser aux services compétents.

Personnellement, lors de la visite de Mme FERY Isabelle qui habite une ancienne maison de garde-barrières près de Villars, j'ai remarqué que cette dernière n'était pas présente sur le plan car trop éloignée du centre du hameau et que cet état de fait pouvait occasionner des suspicions sur son appartenance ou non au zonage d'assainissement.

Madame le Maire a pris bonne note de cette remarque et précise, dans son mémoire en réponse, que toutes les dispositions seront prises, lors des décisions finales, pour que cette maison soit bien incluse dans le zonage d'assainissement.

Fait à Bouxières aux Bois

Le 15 novembre 2018

Le Commissaire Enquêteur

Paul BESSEYRIAS

ANNEXES

Enquête publique du zonage d'assainissement (du 23/09/18 au 26/10/18) :

Observations de M^{me} et M. VALENTE, le 25 oct. 2018

1. Sur le schéma directeur d'assainissement :

Les informations sur la consommation en eau potable (titre 2.7 p. 12) méritent d'être vérifiées. Soit elles ne sont pas actualisées, soit il manque des informations permettant de comprendre les bases retenues pour les calculs. Pour ne prendre qu'un seul exemple, la consommation moyenne de 80 l/j/hab. semble extrêmement faible en comparaison de la moyenne nationale qui est de 143 l/j/hab. (Réf : Observation et statistiques par le Commissariat général au Développement durable du Ministère de la transition écologique et solidaire). Notons également que les prix de l'eau sur la commune ne correspondent pas aux prix indiqués sur nos factures d'eau. Si toutefois ils sont justes, ils ne sont pas présentés de façon à pouvoir être comparés et facilement compréhensibles par les administrés.

Dans les tableaux p. 34, p. 38, p. 60 et p. 65, le résultat indiqué dans la colonne « coût total € H. T » au niveau des « prestations externes... » correspond à un taux de 10% et non pas de 12% comme indiqué. Soit le taux est erroné, soit c'est le calcul qui n'est pas juste.

Dans le tableau du titre 3.1.4. 2, p. 37 (réseau en domaine privé) les montants indiqués correspondent au scénario 2 et non pas au scénario 2bis comme indiqué.

Dans le tableau p. 50, le résultat indiqué dans la colonne « coût total € H. T » au niveau du « total investissement » ne correspond pas à la somme des sous-totaux. Par suite, les 3 chiffres suivants sont erronés, soit une différence d'environ 3 800 € sur le « total H. T opération d'investissement ».

2. Sur la vue en plan du système d'assainissement – SCÉNARIO 3 ; Assainissement non collectif (sur Bréchaincourt) :

Sur l'ensemble des plans (pour tous les scénarios « non collectifs »), les voies publiques ne sont pas concernées par les revêtements représentés en vert ou en gris (ce qui semble logique). Or, seule la voie communale dite « place le Han » fait exception à cette règle. Des parties de ladite voie sont identifiées avec un revêtement grisé, ce qui semble indiquer que ces zones seraient privées, alors que ce n'est pas le cas. Cette remarque est d'autant plus importante que ces plans pourraient être annexés au PLU qui est en cours de révision. Cette confusion serait très dommageable dans un contexte particulier où il existe justement un problème de circulation récurrent sur cette zone. Contexte qui est parfaitement connu du conseil municipal (Réf : notre courrier du lundi 29 septembre 2014).

Le commissaire
enquêteur
P. BESSEYRIAS

Paul BESSEYRIAS
Commissaire Enquêteur
351 rue de Virine
88270 BOUXIERES AUX BOIS

Bouxières aux Bois le 29 octobre 2018

Madame le Maire
88300 CIR COURT sur MOUZON

Objet : P.V. de synthèse E.P. zonage assainissement

Madame le Maire

L'enquête publique relative au zonage d'assainissement concernant votre commune s'est terminée vendredi 26 octobre dernier. Conformément à l'article R123-18 du Code de l'Environnement, un procès-verbal de synthèse, constitué par ce document, doit vous être remis dans les 8 jours. Je vous demande de bien vouloir me faire parvenir dans les meilleurs délais, et au plus tard dans les 15 jours, vos observations et commentaires afin de me permettre de déposer mon rapport dans les délais impartis. Passé ce délai, je considérerai que vous n'avez aucune observation à apporter.

L'enquête s'est déroulée dans de bonnes conditions. Au cours de mes permanences, 12 personnes m'ont rendu visite mais aucune annotation n'a été apportée sur le registre d'enquête. Leurs préoccupations concernaient uniquement les travaux qu'ils auraient à réaliser et les coûts de ces derniers. Le choix de l'assainissement non collectif leur paraissait tout à fait réaliste.

Mme et M. VALENTE m'ont transmis un document par le canal de l'adresse internet dédiée. Ce même document vous a été transmis sur l'adresse internet de la mairie. Il relève des inexactitudes de chiffres cités sur le dossier d'enquête ainsi qu'un problème d'emprise publique ou privée sur la voie publique dite « place le Han ».

Personnellement, lors de la visite de Mme FERY Isabelle qui habite une ancienne maison de garde-barrière, j'ai remarqué que sa maison n'était pas présente sur les plans dont je disposais pour cause d'éloignement du centre du hameau et de l'échelle utilisée. Tout naturellement on comprend que cette maison est concernée par l'assainissement non collectif mais je pense qu'il est nécessaire de le préciser pour éviter, ultérieurement, des discussions improductives.

Dans l'attente de votre réponse,
Veuillez agréer, Madame le Maire, mes respectueuses salutations.

Reçu le 29 octobre 2018

Le Commissaire Enquêteur

Paul BESSEYRIAS

Le Maire R.M. BOGARD



Mairie de Circourt-sur-Mouzon
10, rue Léon-Husson
88300 Circourt-sur-Mouzon

Circourt le 5 Novembre 2018

Horaires d'ouverture

Le Mardi de 10h00 à 12h00 et de 15h00 à 17h00

Le Jeudi de 10h30 à 12h00

Téléphone : +33 3 29 94 72 18

Courriel : mairiecircourtmouzon@orange.fr

Monsieur BESSEYRIAS
Commissaire enquêteur
351 Rue de Virine
88270 BOUXIERES AUX BOIS

Objet : PV de synthèse - Zonage assainissement

Monsieur,

J'ai bien pris connaissance de votre PV de synthèse.

Je n'ai pas de commentaire ni d'observation particulière à formuler.

Concernant votre remarque relative à la maison de Madame FERRY, je veillerai à produire un plan élargi sur lequel figurera cette habitation lors de la délibération finale qui finalisera cette enquête publique.

Je me tiens à votre disposition pour d'éventuels renseignements complémentaires.

Veuillez agréer, Monsieur, mes sincères salutations



Le Maire de Circourt sur Mouzon
Madame BOGARD Rose Marie

CIRCOURT-SUR-MOUZON

Schéma du zonage d'assainissement collectif proposé par le conseil municipal lors de sa réunion du 29 mars 2018 pour le bourg de CIRCOURT

